

**LES 10
COMMEN-
CEMENTS
DU JOUR
D'APRES**

PIERRE DHARRÉVILLE

Les éditions *Arcane* 17

**Les dix commencements
du jour d'après**

Pierre Dharréville

Introduction

Blast. Un puissant effet de souffle. Voici passée l'onde du coronavirus, pétrifiant le monde sidéré. Doucement, laissant glisser dans son sillage sa traîne tissée de barbelés. Abandonnant si lentement derrière elle les drames amorcés. Et voilà l'humanité brutalement rappelée à sa fragilité. À cette fragilité que les puissants méprisent et que tant d'autres éprouvent au fil ténu de leur vie. Voilà l'humanité hébétée, ralentie, arrêtée. À quoi était-elle occupée, avant ? Le sait-elle seulement ?

Sur notre bout de Terre, aux confins de l'Europe, nous étions occupés à livrer bataille à propos des retraites. Le reformatage libéral d'un droit conquis de haute lutte et ébréché par les assauts répétés, mettait le pays en effervescence. Et le passage obligé d'une année à l'autre n'y changeait rien. Intense était la colère. Dans ces cortèges qui marchaient sur la réforme, nombre de personnels hospitaliers tiraient le signal d'alarme, comme ils n'avaient cessé de le faire depuis des mois et des années : santé en danger.

Devant cette adversité, le pouvoir concentrait ses efforts pour atteindre l'objectif. Hors de question de se laisser détourner, moins encore à l'approche des élections municipales. Les pre-

miers Français rapatriés de Chine arrivaient pourtant sur la Côte bleue, pour être placés en quatorzaine, dans une vague méfiance environnante. Comme un point apparaissait sur l'horizon. Et comme nous n'y avons pas suffisamment prêté attention, nous ne l'avons pas vu grossir. Il y avait pourtant comme un murmure, puis un bourdonnement mais nous ne l'avons pas entendu enfler. C'était comme une contrariété qui se faisait sentir sans complètement se faire connaître, comme une gêne dont on se dit qu'elle va passer sans dommages, comme une réalité qu'on ne veut pas vraiment voir. Avons-nous préféré croire que cette chose-là ne nous concernait pas ? Nous sommes-nous contentés de nous imaginer hors d'atteinte ? Avons-nous fait confiance à l'État qui nous aurait quand même mis en alerte si quelque chose de grave se tramait ? Cet État silencieux, l'était-il par incurie, par tétanie, par stratégie ?

Par la suite, ce gouvernement, réuni en Conseil des ministres exceptionnel un samedi de février pour examiner la menace, et qui s'autorisait à imposer sa réforme des retraites au passage (en force), commettait-il la faute de sous-estimer la gravité de la situation, ou bien repoussait-il le moment où il faudrait affronter la catastrophe ?

En fait, il était déjà trop tard pour être vraiment prêt à la tenir en respect, mais il n'était pas trop tard pour parer au plus pressé. Le calife à la place du calife, cependant s'est plus préoccupé de jouer à la guerre. « Nous sommes en guerre », a-t-il martelé six fois en bombant le torse, habité par sa mission héroïque ou ivre de lui-même. Bu et imbu de sa personne. C'était le 17 mars 2020. La guerre... La guerre c'est l'affrontement à mort, lorsque les contradictions ont dégénéré en conflit. La guerre, ce sont les bombes, la mitraille, les pillages, les viols, les vies qu'on prend sur ordre. La guerre, c'est l'obéissance aux maréchaux et l'ordre garanti par l'armée. Le président a voulu les superpouvoirs pour lui, plus encore qu'auparavant, avec un costume de super-héros, et il fallait pour cela qu'il devienne chef de guerre et que nous devenions, nous, des soldats, ou des civils terrés en attendant l'armistice. Les mots en disent long sur la façon

dont nous sommes au monde. Il n'est pas dans mon esprit de rechercher une forme de police du langage ; il doit aussi pouvoir dire la violence de l'existence, du réel et des sentiments. Mais non, nous n'étions pas en guerre : nous devons être en lutte. Se placer dans le champ militant plutôt que dans le champ militaire. Dans le registre de l'effort, du faire corps. Pour enrayer la crise, faire corps face au virus.

Car c'était bien une épreuve pour chacune et chacun, pour nous toutes et nous tous. Et s'il était de la responsabilité (non exclusive) du Président de faire comprendre la réalité du danger, ce langage avait des objectifs politiques, dont on ne saurait nier qu'ils dépassaient le temps de la crise. Mais plus que d'uniformes, il y avait besoin de blouses. Plus que de fusils et d'abris, il y avait besoin de coton et de cocons. Plus que d'offensives armées, il y avait besoin de gestes de solidarité. Plus que d'abandon, de renoncement ou de sacrifice, il y avait besoin de solidarité, de conscience, de créativité... Pour que de cette situation ne naisse pas un traumatisme mais une force nouvelle.

Pour pallier les défaillances avérées de nos défenses immunitaires collectives, nous fûmes donc confinés jusqu'aux calendes grecques, dans un exercice renvoyant à un usage médiéval délaissé. L'incohérence des décisions faisait surgir des problèmes quotidiens et l'opération révélait à son tour les travers d'une société en fuite vers ses propres chimères. Sous couvert de transparence, la litanie sinistre des décomptes sanitaires et mortuaires abaissait le ciel dans une étrange liturgie qui nous enfermait dans un présent immuable. Nous étions dans cette attente, dans cette torpeur, dans cette servitude volontaire. Le nez sur le pare-brise, nous attendions la fin de ce temps suspendu, sans véritable moyen d'influer. Le monde était sous cloche et l'humanité engourdie. Le réel nous apparaissait sous le prisme déformant du virus, masquant des angles morts échappant à sa force d'attraction. Et les messages contradictoires étaient à l'image du double langage dont le pouvoir usait déjà auparavant : le dit s'efforçait de recouvrir le non-dit et les mots contraires étaient associés dans des mariages forcés. Le déconfinement nous a

été imposé dans les mêmes conditions, tout étant consenti au compte-gouttes par un pouvoir omnipotent convaincu de son intelligence supérieure et abusant de sa position dominante.

Le super-héros et sa bande auront à répondre de leurs actes et de leurs choix. On entend bien que l'adversaire était suffisamment hors-norme pour dérouter. On entend bien qu'il est plus facile de dire ce qu'il aurait fallu faire quand on connaît la suite de l'histoire. Mais il y a des choses que l'on ne pourra pas laisser passer. On interrogera ces retards, ces pénuries, ces consignes, ces mesures et ces non-mesures. On analysera les dégâts. Ils s'étalent déjà sous nos yeux.

Mais sans attendre, nous pouvons dresser un premier inventaire de ce qui doit changer pour le jour d'après. Le jour d'après ? L'expression déplaît aux grincheux, pour qui c'est de l'enfumage afin de masquer la vraie nature d'une crise grave qui avait déjà commencé et qui va désormais se déployer. Eh bien moi, elle m'a plu cette idée que l'épreuve nous change et qu'elle doit nous changer. Elle me plaît cette idée que nous voulons écrire autrement la suite de notre histoire. Elle me plaît cette idée que nous allons surmonter cette crise pour un monde où l'humain sera mieux respecté et les humains plus heureux. Je sais bien que la rivière cherche à rentrer l'air de rien dans son lit, que les profiteurs sont toujours à l'agachon, que les stratèges cherchent à faire un tremplin des décombres. Je sais bien les efforts à fournir pour que les mauvaises habitudes d'hier ne soient pas augmentées de nouvelles demain. Mais cette idée, celle d'un jour d'après, dont nous mesurons qu'il n'empruntera pas les voies du miracle, cette idée m'intéresse parce que nous devons changer de trajectoire et que ce drame sera inévitablement un point d'inflexion. Reste à savoir pour quelles directions. Si nous en sommes là, c'est parce que nous roulons à tombeau ouvert dans une compétition insensée pour le profit de quelques-uns. Alors on va faire court. GPS.

- 1 -

La santé tu soigneras

La santé est un bien qui se partage. La preuve, la meilleure façon de lutter contre une épidémie, c'est de ne pas l'attraper : c'est là qu'on a le moins de chances de la transmettre. Les politiques de santé dans un endroit du monde protègent les habitantes et les habitants de toute la planète. Dit autrement, l'inégalité dans son versant sanitaire, si elle constitue d'abord une injustice pour celles et ceux qui la subissent, représente également un risque pour toutes et tous. La situation sanitaire et sociale des peuples appelle donc une attention toute particulière et des mesures concrètes de la part des gouvernements.

Les institutions internationales sont à la peine depuis plusieurs décennies, à commencer par la mère de toutes, l'ONU. Et si l'on connaît le poids du FMI sur l'ordre mondial, comment ne pas regretter la trop faible empreinte des autres organismes, pour le travail, la culture, l'alimentation, l'enfance, la santé... Victime des attaques de Donald Trump et sous-financée par certains États, l'OMS n'a donc pas besoin d'être fragilisée. Elle doit être renforcée et peut-être transformée, peut-être pour mieux assumer ses missions de veille, de réglementation, mais

aussi de partage des connaissances et des fruits de la recherche. Comment agir pleinement sans coopération ? Il faut mettre fin à la guerre des brevets et au détournement de la recherche par des intérêts privés.

L'organisation mondiale de la santé doit nous permettre de veiller ensemble sur ce bien commun mondial en recherchant pour tous les peuples le niveau de santé le plus élevé possible. « La santé de tous les peuples est une condition fondamentale de la paix du monde et de la sécurité », affiche-t-elle parmi ses principes fondamentaux. Or, si la santé, comme le dit l'OMS, est « un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité », elle convoque des choix politiques de large ampleur. Et pour que soient vraiment prises en compte toutes les dimensions, du soin à la prévention, le défi de la santé demande de la démocratie et une éducation populaire permanente.

La pandémie vient nous rappeler au droit à la santé. Un droit universel des femmes et des hommes. Un droit à conquérir, à promouvoir, à protéger, à défendre. Il ne s'agit pas simplement de le proclamer. Il a besoin d'institutions et de moyens pour exister autrement que dans des déclarations.

C'est pourquoi il faut soigner notre service public de santé. Ah ça, des cajolades et des calinades, ils en ont eu les personnels soignants ! Non qu'ils ne les aient pas méritées, mais comme le dit mon ami Yves, ils veulent des collègues, du matériel et du salaire... Ce sur quoi ils attireraient le projecteur, c'était la décrépitude sciemment organisée de l'hôpital public. Des mois et des années à tirer la sonnette d'alarme à s'entendre traiter de pleurnichards par les experts de tout et de rien installés sur les plateaux télé. Et voilà, lorsque la crise est arrivée, qu'on manquait de lits de réanimation et de lits tout court. Et qu'on manquait de personnel. On en manquait au point que l'objectif absolu était de retarder le pic et de l'aplatir dans le temps pour pouvoir faire entrer les patients qui le nécessiteraient à l'hôpital. Le gouvernement n'a pourtant toujours pas annoncé l'abandon des plans de restructuration et de réduction

en cours. Finalement, on se demande si le plus grand reproche qu'il ait eu à faire au directeur de l'Agence régionale de santé du Grand Est qui annonçait le maintien de ses plans, n'était pas d'avoir continué à dire tout haut ce qu'il fallait continuer à faire tout bas.

Nous avons besoin d'un hôpital public qui aille bien et qui soit capable d'accueillir les malades dans de bonnes conditions. En ayant à l'esprit que le soin passe par l'humain. Il faut en finir avec l'hôpital entreprise, la tarification à l'activité, la gestion à l'économie, le management par la pression, la rééducation par le renvoi à domicile, la réduction des dépenses de santé par la pénurie... C'est pourquoi la remise en cause de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie s'impose : chaque année, il compresse l'hôpital public. Il n'y a pas de solution dans la marchandisation de la santé et dans l'inégalité d'accès aux soins. Si la santé n'est pas une marchandise, elle ne doit pas être un moyen de profits, parce que l'irruption de l'argent dans le paysage est un détournement éthique assuré.

Et s'il est un domaine où il a pénétré, c'est celui du médicament. On connaissait déjà la pénurie avant, tous les pharmaciens vous le diront. Le médicament nous échappe. Le paracétamol est majoritairement fabriqué en Chine, on ne cherche vraiment que sur ce qui rapporte. On a délaissé la politique des stocks pour préférer la logique des flux tendus. Nous n'avons pas de stratégie publique du médicament et encore moins des dispositifs médicaux, dont font partie les masques. Lorsque l'on a abandonné la tenue à jour des stocks, on ne s'est même pas assuré de conserver les capacités de production nationale en état de marche. Et les délocalisations ont sévi.

Il faut donc de nouveaux leviers de santé publique. Ne laissons pas aux marchands le soin de s'occuper de nos médicaments pour faire tourner leurs modèles économiques. Il faut de la recherche publique, de la production publique, des stocks publics... Cela est d'autant moins insensé que c'est en grande partie la sécurité sociale qui paye... Un conseil d'orientation du médicament pourrait être le lieu où s'élabore la politique

du médicament et des dispositifs médicaux, avec les acteurs concernés et les assurés sociaux. Il est urgent de mettre hors-jeu le consumérisme médicamenteux qui nous éloigne d'une exigence cruciale, celle de la prévention.

- 2 -

Le travail tu respecteras

Sans travail, chacun est seul, chacune est seule, face à ses besoins et à ses projets. Sans travail, la société est à l'arrêt. Et nous avons pu vérifier que c'est le travail qui crée les richesses, ce n'est pas le capital...

Il fallait bien, pour affronter le virus, que des femmes et des hommes travaillent quand même. À commencer par les soignants, bien sûr. Plus généralement, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on méprise les métiers de l'humain, les métiers du soin, les métiers de l'accompagnement. Celles et ceux qui s'occupent de nos anciens, par exemple (surtout celles, d'ailleurs), que nous dit leur salaire ? Celles et ceux qui accompagnent nos enfants en situation de handicap à l'école, que nous dit leur statut ? Que nous ne les considérons pas à leur juste place. Que nous dit la façon dont l'hôpital organise le glissement de tâches ? Que nous ne respectons pas les métiers qui demandent chacun leur savoir-faire, leur qualification.

Ce qui est vrai dans la santé, nous l'avons aussi vu apparaître pour d'autres : tous ces métiers indispensables, ceux de tous ces gens amenés à continuer comme en temps ordinaire pendant le

confinement : l'agente d'entretien, la caissière, la travailleuse sociale... Beaucoup de ces métiers sont exercés en nombre par des femmes, et c'est aussi l'une des raisons de leur mauvaise reconnaissance. Mais il y a aussi le ripeur qui passe tous les matins sur sa benne, l'électricien qui entretient le réseau, le paysan qui nous nourrit, l'ouvrier qui produit de l'oxygène, le postier qui porte le courrier, le transporteur qui alimente les distributeurs de billets... Ceux-là ont pris des risques. Et si plus d'habitants de nos quartiers populaires ont été touchés par le virus, c'est parce qu'ils sont allés au turbin, qu'ils s'y sont côtoyés, qu'ils y ont rencontré le virus. Il fallait limiter au maximum le travail et le gouvernement ne l'a pas fait. Il fallait protéger au maximum les travailleurs et les travailleuses et le gouvernement ne s'y est pas employé. Les inspecteurs du travail en ont même été empêchés.

Le travail est bien l'un des lieux où les personnes humaines sont mises à rude épreuve, parce qu'elles y utilisent leurs forces, mais aussi parce que sous le règne du capitalisme et de sa compétitivité, on veut les rendre le plus intensément productives, au plus bas prix, quel qu'en soit le coût pour elles-mêmes. La preuve par l'amiante. La preuve par les suicides chez Orange. La preuve par les cancers de la sidérurgie. Et tant d'autres choses encore. Il ne peut y avoir de santé sans santé au travail.

Il y a trop de salariés sous-payés, trop de métiers non-reconnus, trop de renoncement à former tout au long de la vie. Et dans l'organisation du travail, trop de cette polyvalence forcée, de ce culte du contrôle par les chiffres et trop de temps professionnel perdu dans la recherche de financements. Il faut réorienter le travail vers ses fins. Et ce n'est pas la course au travailler plus qui offre des perspectives. Le débat sur les retraites a montré combien il était essentiel de reconnaître les métiers et de mesurer leur pénibilité. Utiliser la force de travail des humains, demande le plus grand soin.

Nombre de femmes et d'hommes ont continué à travailler à distance, chez elles, chez eux. Parfois avec leur matériel, leurs connexions, leurs enfants à demeure... Certains employeurs ont renforcé les contrôles de peur que la productivité ne baisse. Et

l'expérience du télétravail a été diversement vécue. Elle a forcément apporté un certain confort en évitant les déplacements et en éloignant les cadres de travail toxiques, mais elle a aussi révélé la difficulté à exercer de façon isolée, à se déconnecter... Le travail est essentiel mais il n'est pas toute la vie. On entend désormais un certain nombre de voix vanter ses mérites inconditionnels et le présentant comme la forme de travail du futur. Le travail est pour beaucoup une œuvre collective, le fruit de relations. L'isolement des travailleurs est un vieux rêve du capital qui a commencé par la taylorisation et le fractionnement des tâches et s'est poursuivi par les externalisations, la sous-traitance et l'explosion des grandes concentrations. C'est l'individualisation des rapports sociaux. Il ne faudra pas le perdre de vue. Le droit au télétravail doit être bien calibré car il n'est absolument pas certain que sa généralisation soit un progrès de civilisation.

La tendance n'est pas au respect des métiers, du travail, de l'œuvre, des ouvriers. Au lieu de valoriser la qualification, on veut développer la « compétence », c'est-à-dire le savoir-faire parcellaire qui permet d'accomplir une tâche, mais pas la connaissance plus globale qui permet de se situer, de participer, d'évoluer... La qualification appelle la reconnaissance salariale, elle est codifiée dans des grilles. Reconnaître les métiers dans le quotidien c'est aussi les reconnaître dans le salaire. Et dans le statut. À ce titre la précarisation galopante a explosé. Le gouvernement a encore ouvert les vannes des contrats précaires pendant le confinement et le déconfinement, profitant des largesses de l'état d'urgence sanitaire, alors qu'il était justement urgent de sécuriser. C'est bien là que se situe le défi. Permettre la sécurisation des parcours professionnels.

L'heure est à agir pour un travail qui libère. Et donc à libérer le travail.

- 3 -

Les outils de production tu bichonneras

Nous avons manqué. Manqué de produits essentiels que nous savions produire auparavant ou que nous aurions dû savoir produire : des médicaments, des blouses, des charlottes, des masques... Une usine de masques avait fermé en 2018. Et nous aurions presque pu manquer de pâtes...

La crise était déjà là. Le virus et le confinement sont venus la décupler, précipiter certaines difficultés, ou fournir un prétexte à des décisions programmées. La soif de rentabilité financière pèse de tout son poids sur notre économie. Combien de productions ont été délocalisées ces dernières décennies, avec un coût social et environnemental incalculable ? Les salariés ont été toujours les meilleurs défenseurs de leurs outils, de leurs emplois. On l'a encore vu lorsqu'il a fallu mettre les installations à l'arrêt et continuer à travailler malgré le risque sanitaire pour arrêter les machines proprement et pouvoir les redémarrer.

On parle désormais relocalisation ? Il est temps. C'est vrai dans l'industrie comme dans l'agriculture, nous pouvons pro-

duire ici nombre de choses utiles et importantes. À des conditions sociales et environnementales que nous ne devons pas brader au nom de cette compétition insensée à la vie à la mort à laquelle se livrent des actionnaires dématérialisés, sur le dos de celles et ceux qui, bien matériellement, travaillent. Cela n'exclut pas des coopérations, mais nous devons voir autrement la production et les échanges.

Relocaliser demande une volonté politique forte, et cela commence par refuser les délocalisations. Or la crise, par les difficultés financières rencontrées par certaines entreprises peut provoquer l'arrêt de certaines productions qui se trouveront de fait délocalisées. Il faut donc empêcher les fermetures, ce qui se heurtera aux stratégies de restructuration des multinationales.

Le laboratoire pharmaceutique Sanofi avait annoncé des centaines de suppressions de postes et entend les mettre en œuvre. L'entreprise de production de médicaments Famar est en voie de liquidation. C'est impensable au regard des enjeux sanitaires.

Le secteur de l'automobile, déjà à la peine, est lui en grande difficulté. Une part considérable de la production est désormais située à l'étranger. Il faut sortir des logiques de guerre économique dans un secteur impactant pour l'environnement et le cadre de vie, mais pour autant, il est urgent d'arrêter la fuite.

Le secteur de l'acier est également sous tension. Nous en avons besoin dans de nombreux usages et nous sommes capables de le produire. Voulons-nous que la production européenne disparaisse pour finir par en importer la majeure partie depuis l'Asie ? Il n'y aurait là rien d'écologique. Ce qui le serait en revanche, serait d'agir pour un acier moins émetteur de CO₂ et de particules polluantes.

La soif de profit attise un dumping social insupportable, gâche le travail, les savoir-faire, les outils, la planète.

Nous ne devons pas accepter l'abandon de sites utiles, même s'ils doivent parfois être transformés. Et leur transformation est nécessaire. L'industrie devra tout à la fois affronter une crise qui jouera comme un accélérateur de cette concurrence infernale et

l'urgence incontournable de la transition écologique. Nous devons produire autrement, consommer autrement, vivre autrement. À quoi nous sert-il de nous jeter en masse tous les neuf mois sur le nouveau smartphone produit dans une usine géante avec des ressources naturelles en voie d'épuisement ?

Il ne s'agit pas de produire à toute force, mais justement de répondre aux besoins avec une production utile. Nous sommes plus que jamais aux prises avec le défi de la transition écologique et la crise ne doit pas interrompre les efforts, trop faiblement entrepris. L'épreuve doit au contraire être mise à profit pour accélérer. La transformation des outils de production doit être l'un des moteurs d'une activité économique vertueuse. Et leur conférer une haute qualité environnementale est le meilleur service à leur rendre pour les protéger, et nous protéger.

Et cela ne relève pas simplement de choix individuels. C'est toute l'organisation sociale qui est concernée. Là où les actionnaires entendent capter du dividende, il est décisif d'investir pour upgrader les outils, et relever ensemble le défi.

De multiples moyens doivent être mobilisés : aides conditionnées, prises de participations, nationalisations, réquisitions, création d'un passeport social et environnemental des marchandises... L'intervention publique doit être utile à gagner des leviers pour agir sur le réel et non pas pour réactiver aveuglément le marché. Et elle doit s'en donner les outils. Nous avons besoin d'un incubateur public, par exemple, un pôle de recherche publique sur l'industrie, capable d'indiquer les transformations nécessaires plutôt que de s'en remettre à l'expertise des industriels privés.

Nous devons penser en termes de coopération, à l'échelle de l'Europe, et sans doute aussi à l'échelle de la Méditerranée.

Le service public tu renforceras

Hôpital, école, travailleurs sociaux, collecte des ordures, culture, transports, entretien, justice... lorsque les services publics sont empêchés, nous sommes en manque. Mais nous avons pu faire face, même dans des conditions dégradées. Répondre aux besoins, assurer les droits fondamentaux, affronter la crise comme le long terme, voilà les fondements, voilà la force de la fonction publique. Être au rendez-vous. Cela suppose une organisation et des agents dévoués à l'intérêt général, capables de s'adapter.

C'est ainsi qu'à chaque coup dur, nous en redécouvrons le caractère essentiel. On verra donc des pourfendeurs de fonctionnaires défendre avec plus ou moins de zèle l'hôpital public dans les temps d'après. Pourvu que ça dure...

Faut-il rappeler qu'une loi a été votée quelques mois avant la crise sanitaire, qui s'attaque aux fondements de la fonction publique ? Faut-il rappeler le nombre des années durant lesquelles a été bloqué le point d'indice ? Faut-il rappeler les chiffres annoncés de postes à supprimer dans une course à l'échalote insensée ?

Quand tout dégringole, on est bien content de trouver l'État et les collectivités, sur lesquels on s'essuiera les pieds après-demain au moindre prétexte, une fois le mauvais moment passé. C'est aujourd'hui la puissance publique qui doit intervenir pour sauvegarder une économie déconfite alors qu'à chaque sujet que le gouvernement macronien a touché, il a choisi de s'en remettre toujours plus à l'incurie du marché. L'abandon des services publics a alimenté un discours politique qui vante l'efficacité du privé et le moteur du profit. Les néolibéraux aiment haïr les services publics. Ils ne le disent jamais vraiment, mais c'est parce qu'ils sont des empêcheurs de faire du profit en rond. C'est parce qu'ils se refusent à la concurrence et au dumping : leur seule boussole est l'intérêt général bien compris. C'est aussi parce qu'ils occupent des champs à marchandiser.

Le virus a révélé combien ces choix ont été dévastateurs en termes de santé. On mesure d'autant mieux aujourd'hui l'intérêt d'une fonction publique solide. Par exemple, le démantèlement de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS), chargé d'assurer le stock de masques, s'est avéré un choix désastreux.

Or, les mêmes dégâts s'appliquent à tous les espaces pas à pas grignotés. C'est le cas dans le secteur de l'énergie ou dans celui des transports. Le débat sur la privatisation d'Aéroports de Paris ou sur l'avenir de la SNCF en a été un exemple, juste avant la crise. On a vu les résultats, par exemple, sur le développement du fret ferroviaire, enjeu crucial pour lutter contre le réchauffement climatique et les pollutions atmosphériques.

Il ne s'agit pas simplement de maintenir l'existant, mais de le faire évoluer pour faire face aux besoins. Par exemple, nous avons vu combien la communication était cruciale. La communication physique, rentabilisée par Amazon sans vergogne, mais aussi la communication numérique pour rester en lien. À la faveur des débats sur l'utilisation d'outils numériques de traçage, nous avons également mesuré combien l'absence d'un véritable service public du numérique nous place entre les

maines d'opérateurs privés, alors que nos libertés ne peuvent en aucun cas leur être confiées.

En réalité, l'impôt levé sert à financer ces services ; donc le choix de réduire les ressources publiques les affaiblit mécaniquement. Ainsi, il a fallu tailler dans nos moyens d'action communs pour absorber la suppression de l'Impôt sur la fortune et l'instauration du prélèvement forfaitaire unique.

Il est urgent de construire un pôle bancaire public puissant. Encore une fois les banques ont rechigné à jouer leur rôle et à prêter aux entreprises malgré les garanties de l'État. Et nous avons mesuré le rôle de verrou qu'elles jouent dans le système. Leur pouvoir est trop important.

Nous devons disposer d'outils gérés démocratiquement pour garantir des droits fondamentaux, protéger des biens communs, relever des défis essentiels. Nous devons prendre appui sur cette épreuve pour enclencher un nouvel élan et reconquérir des espaces contre le marché.

- 5 -

Aux inégalités sociales tu t'attaqueras

Ni le virus ni le confinement n'ont aboli les inégalités. La preuve par la Seine-Saint-Denis. Comment être surpris que dans les endroits où l'accès à la santé est moins facile, le niveau de vie moins élevé, le maillage public moins serré, ou la précarité plus répandue, l'épidémie ait frappé plus fort et que ses conséquences se fassent sentir plus vivement et plus longtemps ? C'est le cas en matière de santé, comme en matière sociale ou éducative. La situation était déjà dégradée, et la pente sera plus dure à remonter.

Les inégalités sont le moteur de l'idéologie néolibérale. Lorsqu'Emmanuel Macron, vante les premiers de cordée, exalte les vertus du mérite, exhorte un jeune à travailler pour se payer un costard, trouve magnifique qu'on puisse rencontrer dans une gare ceux qui ont réussi et ceux qui ne sont rien, cela répond à une philosophie politique qui s'est traduite en actes. Sous son impulsion, les inégalités se sont accrues ces dernières années. Les mesures fiscales en faveur des riches et des très riches se

sont succédé, tandis que, par exemple, les allocations logement étaient baissées. Les sept personnes les plus riches possèdent plus d'argent que 30 % de la population, selon l'organisation Oxfam. Et selon l'Insee, en 2018, la France comptait au bas mot 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, soit 14,7 % d'entre nous. Il faut ajouter à cela les inégalités entre les femmes et les hommes : elles gagnent 22 % de moins.

Comment ne pas voir que la solidarité nationale est insuffisante : les minima sociaux sont en-dessous du seuil de pauvreté. L'idée de les regrouper tous en un, d'établir un revenu de base unique peut paraître séduisante. Pas si elle consiste à réduire ce qui, selon le Président de la République "coûte un pognon de dingue". Pas si elle consiste à ne plus reconnaître la particularité de situations comme celles du handicap. Les aides actuelles correspondent à des situations. Et ne les couvrent pas toutes : les jeunes, par exemple en sont massivement exclus.

Pour s'attaquer aux inégalités, il faut augmenter la part des richesses consacrée aux salaires et jouer sur l'échelle des rémunérations. Mais depuis combien de temps s'applique-t-on à faire baisser le coût du travail et à pratiquer la modération salariale ? La crise fournit à ces orientations un nouveau tremplin... Les mécanismes de chantage ont encore été enrichis par les ordonnances de l'état d'urgence, les lobbys ont poussé pour nous obliger à travailler plus donc à être payés moins à la tâche, et l'on pose ouvertement la question de l'opportunité d'accepter des baisses de salaires pour conserver son emploi. Une aberration sociale, mais aussi économique car elle privera des ménages de ressources nécessaires qui seraient investies dans l'économie réelle.

Des dispositions existent pour augmenter les bas-salaires, en soutenant les petites et moyennes entreprises dans cet objectif. Et la limitation de l'échelle des salaires devient une exigence incontournable.

L'impôt doit être parallèlement mieux ciblé sur les revenus et beaucoup plus progressif, tandis qu'aujourd'hui, la moitié

des recettes fiscales provient de la TVA. Une TVA qui devrait a minima être réduite sur tout un ensemble de produits de première nécessité.

Mais il convient d'insister sur l'importance décisive de la sécurité sociale. Un haut niveau de protection sociale est la marque d'une civilisation avancée. Or la sécurité sociale, voilà une grande invention qui s'affaiblit, comme on l'a pu voir encore à l'occasion du débat sur les retraites. Tant de coups lui ont été portés. Son secret ? De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. Par elle, nous nous assurons mutuellement contre les risques de l'existence qui nous frappent avec tant d'inégalités. Nous devons lui donner un nouvel élan, nous la réapproprier.

Dans cette période de grande incertitude, le recours au chômage a été massif, avec un dispositif dit « d'activité partielle » mobilisable par les entreprises touchées par la crise. Mais juste auparavant venait d'entrer en vigueur une réforme de l'assurance-chômage qui avait abaissé les droits et menaçait de précipiter hors-les-droits nombre de femmes et d'hommes. Et avec la fin des mesures exceptionnelles, c'est un gouffre béant qui risque de s'ouvrir. Il faut donc se saisir de ce moment pour entrer dans un nouvel âge de la sécurisation de l'emploi, à l'inverse des logiques d'ubérisation qui ont encore fait la preuve de leur nocivité pendant la crise lorsqu'une manageure a annoncé en quelques poignées de secondes à des travailleurs qu'ils étaient virés. Pour faire face à la crise comme aux besoins d'élevation du niveau de qualification et aux nécessités de la transition écologique, peuvent s'inventer des formes nouvelles d'assurance garantissant les transitions : on sait bien que les carrières sont moins linéaires que par le passé.

Nous devons consolider une société des droits : les droits doivent être élevés parce qu'ils sont protecteurs face aux risques et parce qu'ils diminuent les inégalités.

- 6 -

La personne humaine à tout âge tu respecteras

Du début à la fin. Tout au long de la vie. La dignité humaine ne varie pas au fil des années.

Les personnes les plus âgées ont particulièrement souffert du virus comme du confinement. La solitude imposée et la privation de relations avec leurs proches dans les Établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD) a été durement ressentie.

La situation dans les EHPAD était déjà tendue, avec un taux d'encadrement indigent ne permettant pas au personnel de travailler dans des conditions satisfaisantes, ni pour lui ni pour les résidents. Le manque de places pour faire face aux besoins est d'autant plus criant que d'ici à 2050, le nombre de personnes âgées de plus de quatre-vingt-cinq ans, doit être multiplié par quatre. Des différences notables de taux d'encadrement sont constatées entre le public et le privé lucratif, qui représente un quart des établissements et pour lequel la moyenne se situe à peine au-dessus d'un encadrant pour deux résidents.

La situation des services de maintien à domicile doit elle aussi être profondément améliorée. L'aide aux personnes en défaut d'autonomie mérite d'être prise en compte à un tout autre niveau qu'elle ne l'est aujourd'hui. Aujourd'hui, toute une partie de cet accompagnement auquel nos anciens doivent avoir droit repose sur celles et ceux qu'on appelle les aidants. Au bas mot, 11 millions de personnes dans le pays. Ils assurent plus que de raison cet accompagnement jusqu'à l'effacement, l'isolement, l'abandon de soi-même, parfois.

Les difficultés rencontrées avec l'avancée dans l'âge sont des multiplicateurs d'inégalités sociales.

Nous avons donc besoin d'un grand service public de l'autonomie, et d'une meilleure prise en charge par la sécurité sociale des frais liés à la perte d'indépendance qui relève bien du droit à la santé : pas besoin d'artifices et d'une cinquième branche de la sécurité sociale qui s'appuierait sur un autre mode de financement et offrirait un moindre droit à la santé. Nous manquons de structures d'accueil et de personnel. Les établissements d'accueil doivent eux-mêmes se réinventer pour mieux s'adapter aux besoins.

Sans attendre, il conviendrait de lancer un grand plan d'investissement dans les structures d'accompagnement. Mais il doit s'accompagner d'un grand plan de formation, de déprécarisation du secteur, d'amélioration de la reconnaissance salariale : à ces femmes et ces hommes, nous confions ce que nous avons de plus cher et cela demande un véritable savoir-faire. On a pu mesurer ce qui se joue dans la relation humaine et ce que le confinement a mis en péril. Car il s'agit bien de maintenir le plus haut niveau d'autonomie pour chacune et chacun. Noble et vaste ambition.

Les plus jeunes ont eux aussi eu à souffrir de la période. Un enfant, un adolescent se construit lui aussi dans la relation à l'autre. Et à l'heure de prendre son envol, de construire sa vie, subir cette pause imposée n'est pas le moindre des problèmes. Parmi les victimes de la pauvreté, on trouvera nombre de jeunes, étudiants ou non. Pour eux, la difficulté à trouver du travail, sai-

sonnier ou durable, la difficulté de s'installer, de se nourrir, de se projeter. De quoi relancer le débat autour d'une allocation d'autonomie pour la jeunesse, ou d'une ouverture du RSA aux moins de 25 ans. C'est aussi pour eux que nous ne pouvons pas lâcher sur la norme du contrat à durée indéterminée, à laquelle le gouvernement a souhaité de nouveau ouvrir la dérogation pour le déconfinement. Et si nous voulons qu'ils entrent dans l'emploi, alors il faudra en finir avec cette vieille idée selon laquelle il faut travailler dans sa vie le plus longtemps possible. Partageons le travail plutôt que de construire une société où certains se tuent à la tâche tandis que d'autres meurent de n'en pas avoir. Il y a du travail, quand on regarde les besoins laissés en souffrance.

Nous devons mieux prendre soin des jeunes femmes, des jeunes hommes, dans cette société déglinguée par le néolibéralisme forcené. Sans quoi ils seront parmi les plus grandes victimes de la crise, dans le monde d'après.

Enfin, la période a aussi attiré l'attention sur la situation des personnes en situation de handicap. Le confinement dans sa dimension de privation de libertés, elles le connaissaient pour beaucoup avant, nous disent-elles. Et voilà que ces femmes et ces hommes se sont trouvés plus empêchés encore dans cette société au ralenti. Pour eux, pour elles, nous devons aussi avoir une plus grande attention.

Prendre soin. Prendre soin de chacune et de chacun, à commencer par les plus fragiles. C'est sans doute l'un des grands enseignements de la crise. C'est ce que nous nous sommes appliqués à faire ensemble durant toute cette période, pas simplement pour soi, mais pour toutes et tous. Cet élan extraordinaire, il appelle des suites, il peut changer l'ordre des choses.

Défendre la dignité humaine à tous les âges de la vie, voilà une exigence que nous devons mieux honorer dans le monde d'après.

- 7 -

La culture, le sport et l'éducation tu désireras

N'avons-nous manqué que de consommables, n'avons-nous manqué que de consommer ? Ce n'est pas cela au fond, qui nous a le plus manqué. Nombre d'entre nous se sont rendu compte que leurs habitudes répondaient à une routine et non pas à leurs désirs véritables. Plutôt que de se nourrir de plats cuisinés dont on ne sait pas toujours comment ils sont faits, nombre d'entre nous ont recommencé à cuisiner, d'abord par nécessité, peut-être, avant d'y prendre plaisir. S'occuper un peu plus de soi et des siens. Être à l'écoute de son corps et de son âme. Parce que la santé commence là. Et sans surprise, nombre d'entre nous sont ressortis du confinement avec cette idée en tête : prendre plus de temps pour soi, plus le temps de vivre. Ne pas repartir dans la course insensée de sa vie, qui vous éloigne des plaisirs simples en vous faisant croire à des plaisirs sophistiqués (et parfois sans même se donner cette peine).

Bien sûr, ils nous ont manqué quand même, les cafés et les restaurants où l'on se rencontre, où l'on découvre, où l'on partage. C'est toute une culture.

La culture, la création, les arts, qui ne sont ni des marchandises que l'on consomme ni des suppléments pour nos vies, nous ont cruellement fait défaut. Ces choses-là nous grandissent, nous relient, nous déplacent, nous révèlent, nous émeuvent, nous bousculent, nous stimulent, nous rassemblent... Ces choses-là nous aident à vivre, et souvent nous en donnent le goût. Et si l'on peut parler ainsi, il faut bichonner notre appareil créatif autant que notre appareil productif. Disons plutôt notre appareillage, le mot sonne un peu moins rigide. Les travailleurs et les travailleuses de la culture ont souffert et leur avenir s'écrit en pointillés. La conférence gesticulée du Président de la République n'a pas répondu aux questions et il faut s'assurer que nous allons bien maintenir notre capacité de création : nous en aurons fichtrement besoin pour imaginer l'avenir. Les politiques publiques doivent être au rendez-vous, de préférence audacieuses plutôt que transparentes. Pour que la culture ne soit pas une simple marchandise qui sert à faire du profit, qu'elle ne soit pas un outil de domination et d'uniformisation, mais bien une expression de liberté et de partage. Pour une nouvelle étape de l'humanité où l'argent ne dominera plus nos vies, nos relations, nos choix, mais où il sera remis à sa place de moyen.

Dans un champ voisin, nous devons nous doter d'une véritable ambition éducative, qui ne se résume pas à lire, écrire, compter, se respecter, pour reprendre les mots du ministre. Nous avons besoin d'une école qui cherche à offrir à chacun le plein épanouissement. S'entendre expliquer que nous étions préparés, que la continuité pédagogique était assurée, que l'école ne connaissait pas de trêve... cela en dit long sur cette école aplatie et technicisée qu'on nous prépare. L'éducation n'est ni une garderie ni une mécanique de formatage. On a bien compris que cette période avait servi de grande expérimentation et d'accélérateur des mauvaises orientations décidées, par exemple en matière de diplômes. Ce qui a correspondu à une école dégradée ne doit pas servir de modèle. Malgré tous les efforts des professeurs, l'école a manqué à nos minots et ils ont le droit au rattrapage. Ils ont le droit, comme le disait Jaurès, à "l'entière croissance".

Dans cette parenthèse, le spectacle du sport a presque disparu de nos vies, mais pas l'envie de le pratiquer. À tel point qu'on a entendu les Britanniques se gausser de voir les Parisiennes et les Parisiens envahir les quais de Seine comme s'ils se découvraient soudainement une passion pour le jogging. Le sport, c'est de la culture, comme le dit mon ami Jérôme, dont le travail a consisté à annuler tous les événements qu'il avait programmés dans les quartiers et à mettre en suspens le développement du walking foot. Vivre le sport autrement, pourquoi pas ?

Pendant le confinement, nous avons manqué de tout cela, même si la créativité cherche toujours à se frayer un chemin. Et nous en avons manqué avant, parce que la course insensée et les conditions dans lesquelles nous sommes maintenus trop souvent nous assèchent.

L'épreuve ne nous ramène-t-elle pas aux choses essentielles ? N'appelle-t-elle pas profondément à prendre soin de chacune et de chacun dans toutes ses dimensions ? Ne vient-elle pas aiguïser la quête de sens ?

La culture, son chant général, est une œuvre à laquelle chacune et chacun participe à sa façon. Humains, nous sommes résolument ces êtres de relation, de passerelles, de partage... Ces êtres de liberté. Appelés à la pleine émancipation.

- 8 -

La liberté tu chériras

Nous avons fait l'expérience d'une privation massive de liberté. Nous avons vu la petite mort que cela représentait. La liberté la plus ordinaire, celle d'aller et de venir, nous a été ôtée, avec la liberté de se rencontrer. Avez-vous vu ces corps, retenus de seulement s'effleurer ? Auriez-vous imaginé que le gouvernement déterminerait les motifs valables pour passer le pas de sa porte ? Au stade où nous étions, se confiner pour se protéger, chacune et chacun l'a compris, y a consenti et s'y est appliqué. Mais sur ce choix, nous avons perdu toute maîtrise. Et, indécrottablement, dans sa mise en œuvre se sont insinuées des bribes d'arbitraire. On a voulu prononcer la réclusion des malades, organiser le traçage de leurs contacts et conserver le tout dans un fichier. Une application numérique a été mise en place, utilisant un procédé de captation de données. Nous étions bien dans un régime de surveillance et de contrôle. Or, déjà, ce pouvoir s'était illustré par sa gestion policière de problèmes politiques. Et s'il fallait un contrôle pour que les mesures soient effectives, le pouvoir donné aux forces de l'ordre sur notre quotidien était exorbitant.

L'arbitraire, le gouvernement l'a cherché dès le départ en

créant de toutes pièces un état d'urgence sanitaire qui n'existait pas, reléguant à l'écart le Parlement pour toute la durée de la crise. Il s'appropriait ainsi le pouvoir législatif pour des mois, n'ayant plus qu'à se faire habiliter à prendre des ordonnances dont il a usé et abusé en tous domaines, bien au-delà de l'urgence. Et à chaque fois, il a choisi de s'exonérer des consultations obligatoires. Les instances, syndicats et associations ont ainsi été plus marginalisées encore, nonobstant les démarches consultatives engagées de façon informelles pour ne pas trop dépasser les bornes.

Si des mesures rapides étaient nécessaires, cela n'exigeait pas les pleins pouvoirs. Le droit du travail a encore été la première victime, avec des pouvoirs donnés aux chefs d'entreprises sur les jours de repos. Et les inspecteurs du travail ont été retenus de se déployer dans une situation pourtant critique, tandis que l'accès aux lieux de travail était parfois refusé à des responsables syndicaux au nom des contraintes sanitaires. Les sans-papiers ont vu leur quotidien kafkaïen empirer, les plaçant dans une situation d'extrême fragilité, sans que le gouvernement ne prenne en compte les appels répétés. Dans le domaine de la justice elle-même, on a autorisé des procédures d'exception et précipité la réforme des jurys populaires, en prenant prétexte des embouteillages à venir.

En revanche, si peu a été fait pour garantir le droit à l'information et le pluralisme de la presse. Presstalis a été démembré, ajoutant aux difficultés de la presse écrite, déjà exsangue.

Nos libertés, nos droits fondamentaux sont trop précieux pour qu'on les laisse réduire. Et nombre d'organisations s'inquiètent des traces que pourraient laisser les exceptions du moment. On a entendu le Président de la République donner des bons points pour consignes bien respectées et vanter "la discipline" de notre peuple, après avoir eu tant affaire à son indiscipline face à ses réformes insupportables. Nul doute qu'il s'agissait là encore d'enfoncer le clou. Le pouvoir rêvera sans doute demain de cette époque bénie à ses yeux, où il était formellement interdit de se rassembler et de manifester...

Ni cette société sous contrôle et sous surveillance, ni cette organisation politique verticale où l'on attend sagement que tombe la parole présidentielle, ne doivent constituer une matrice pour la suite. Plus que jamais il faut revoir ces institutions dont les équilibres n'en finissent pas d'être poussés à fond et qui nous entraîne implacablement dans une crise démocratique dangereuse. Nous devons dès que possible recouvrer toutes nos libertés et conquérir celles qui nous font encore défaut.

- 9 -

La croissance capitaliste tu mettras en cause

La crainte d'un ralentissement de l'économie n'a pas été le moindre des freins à la prise en compte du risque sanitaire. Or, il était impossible d'agir efficacement sans affecter la vitesse, l'ampleur et la nature des échanges marchands qui structurent l'organisation de nos sociétés et de leurs relations ; et donc sans toucher aux profits des puissants.

Les chercheurs nous disent que la fréquence des virus est liée à l'affaiblissement de la biodiversité et à la fragilisation des écosystèmes. Ainsi le pangolin s'est-il fait une célébrité. Mais il faut prendre cette pandémie comme une nouvelle alerte, sérieuse s'il en est, concernant notre relation à la planète. Nous ne pouvons pas continuer un tel pillage et gaspillage. Nous ne pouvons pas négliger les défis qui sont devant nous comme celui du réchauffement climatique et de la pollution atmosphérique.

Le coup d'arrêt nous a d'ailleurs montré comment la nature s'essayait à reprendre ses droits. Nous devons réinterroger de façon beaucoup plus approfondie nos modes de vie, de dépla-

cement, de production et de consommation. Cela demande des choix courageux qui ne conduisent pas à vivre moins, mais à vivre mieux. Ce qui doit être recherché, c'est donc de produire non pas ce qui peut rapporter, mais ce qui peut améliorer. Nous devons mettre en cause frontalement la domination de l'argent et des grands possédants. Ce sont les biens et les services utiles qui doivent croître sans obérer l'avenir, et tout le reste que nous devons interroger. Ce ne sont pas les dividendes, les patrimoines, la richesse de quelques-uns.

Or, si les profiteurs n'ont pas ménagé leurs efforts, ils n'ont pas pu remplir leurs objectifs. Amazon a reçu de nombreuses commandes, mais les circuits-courts se sont développés et une sensibilité nouvelle est peut-être en train d'émerger. C'est pourquoi, en entendant des femmes et des hommes exprimer leur envie pour elles-mêmes et pour eux-mêmes de ne pas reprendre leur propre course comme avant, de ne pas laisser détourner leurs désirs, de donner du sens où il est porté disparu, je me dis que quelque chose de neuf doit être possible.

Nous avons mesuré combien, il était insensé d'aller chercher à l'autre bout du monde ce qui parfois est produit à côté. Nous avons éprouvé combien il était essentiel que chacun prenne sa part de l'effort de production, pour répondre aux besoins. Nous avons vu aussi combien il fallait réinterroger ces besoins. Tiens, par exemple : avons-nous besoin d'aller faire du tourisme sur la lune et de gaspiller du travail et de la matière pour cela ? Nous avons estimé combien il fallait utiliser à de bonnes fins le travail et la matière, pour respecter pleinement l'humain et la planète.

Les politiques néolibérales nous ont entraînés à vive allure dans une impasse. L'austérité, la concurrence libre et non faussée mondialisée, la dérégulation, la régression sociale, l'écrasement du travail, la toute puissance de la finance... Ces logiques ont été destructrices. Mais elles ne sont que le mode de gestion d'un système capitaliste profondément inhumain. Un système qui place en son cœur le profit et l'injustice. Un système qui fait son miel de la marchandisation de tout et de la compétition féroce des humains. Un système où l'humain est réduit à l'état

d'instrument qui doit rapporter. Un système qui se fonde sur l'accumulation de richesses sans horizon pour quelques-uns. Un système dont le philosophe Lucien Sève, emporté par le virus, disait qu'il provoquait une « décivilisation sans rivage », et une crise anthropologique au moins aussi vive que la crise écologique. Cette épreuve vient nous rappeler que nous vivons sous ce régime. Et elle vient le mettre en cause. Le capitalisme, c'est comme le confinement, il faut en sortir.

À la sortie de ce moment où nous avons dû limiter nos étreintes et où l'on a désigné l'autre comme le porteur du danger, il va falloir retrouver le goût de la relation humaine. Si ce traumatisme venait nourrir les démarches de repli et de défiance qui ont pris place dans nos sociétés, alors il y aurait beaucoup à craindre. Nous ne devons pas laisser cela agir comme un venin mais nous appuyer plutôt sur la soif de ce qui nous a manqué. Y puiser la force de construire une nouvelle culture de paix. Il y a du travail, car les discriminations et le racisme n'ont pas disparu. Il y a du travail car le virus n'a pas apaisé les tensions. Les armes ont continué de parler, les velleités colonisatrices de s'exprimer, l'impérialisme de se dresser sur ses ergots. Le virus nous a pourtant rappelés que nous sommes l'humanité : c'est sans faire de détail qu'il nous a touchés.

Le capitalisme est fauteur de guerre. Il se nourrit des tensions, il les provoque, il les décuple. En prenant un peu de recul sur la façon dont nous vivons, nous mesurons l'urgence d'un nouvel élan de civilisation.

- 10 -

L'humain sur sa planète nous prendrons pour boussole

À quoi étions-nous occupés, quand le drame a commencé à déferler ? L'ouvrier le sait, à quoi il était occupé. À gagner sa croûte en espérant faire œuvre utile. Le boulanger le sait. À faire son pain et surtout celui des autres. L'infirmière le sait. À soigner les personnes sans faire d'exceptions. Le ripeur, le sait. À vider nos poubelles pleines de déchets. L'actionnaire le sait. À placer son pognon dans un Monopoly obscène et insensé. Il sait qu'il est occupé à siphonner le fruit du travail des autres et à détruire ce qui fait la force d'une société humaine. C'est une vieille histoire depuis longtemps recommencée, et chaque jour plus sophistiquée.

Où allions-nous quand l'onde de choc est arrivée ? Nul ne le sait. Nous allions à bon rythme, flambant et dégazant sans compter, laissant une partie des nôtres dans la misère quand l'autre n'avait pas assez de sa vie pour dépenser ce qu'elle avait volé. Nous allions vers la crise, qui nous agrippait déjà. Nous allions vers l'abîme.

Face à la catastrophe ordinaire en cours, nous étions déjà

empêtrés et empotés. L'onde du coronavirus nous a pétrifiés, et il nous a fallu un temps pour affronter notre peur, pour prendre la mesure de la catastrophe soudaine. Il fallait un effort, à l'image de celui inscrit dans l'engagement des soignants, pour ne pas laisser cette peur, pour légitime qu'elle soit, prendre le dessus et tout régenter. « Tenter, braver, persister, persévérer, s'être fidèle à soi-même, prendre corps à corps le destin, étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait... » écrivait Victor Hugo. Voilà pourquoi nous ne sommes toujours pas en guerre : la guerre fait peur (et pourvu qu'elle fasse peur). Nous voulons regarder l'avenir droit dans les yeux.

L'épreuve nous oblige. Trop de failles sont apparues. Trop de choses nous ont échappé. C'est dans la démocratie, l'initiative citoyenne et les mobilisations sociales que doit s'inventer la suite. De cela aussi nous avons manqué pendant ce confinement, sous le régime de cet état d'urgence sanitaire qui a vitrifié nos institutions.

Quelle humanité voulons-nous être ? disait le philosophe. C'est à cette question qu'il nous revient de répondre, devant cette crise qui a affecté toute l'humanité. C'est à cette échelle que nous devons penser le jour d'après. L'épreuve a passé nos sociétés au scanner. L'urgence nous a appelés à regarder plus loin. Au cœur de cette épreuve, tant d'aspirations, tant de générosités, tant d'idées neuves, tant d'envies sont remontées à la surface. Au point que les discours publics ont dû en tenir compte.

Pourtant, très vite, les habitudes reprennent leurs droits, sous l'impulsion des forces dominantes, décidées à conserver leur place. On a entendu ici (et sans doute ailleurs), appeler à donner un coup de collier, à reprendre, à travailler plus. Mais nous ne devons pas travailler plus encore, user nos vies à en perdre le goût. Nous devons partager. Partager le travail. On a entendu de belles intentions, avec des mots qui sonnent doux. Mais est-ce que quelque chose va changer ? Est-ce que le profond traumatisme que nous avons vécu va se poursuivre et se décliner en autant de crises qu'il y a de champs pour l'humanité ? Ou bien est-ce que nous allons changer de trajectoire et bifurquer ?

Changeons résolument de trajectoire. Changeons de modes de vie, de production, de consommation. Partageons les avoirs, partageons les savoirs, partageons les pouvoirs. Pour retrouver le sens du commun, pour engager de nouvelles dynamiques de civilisation, nous devons rebâtir du commun, nous devons nous réapproprier les biens communs. Ne plus les laisser abîmer par des intérêts privés. Dressons l'inventaire des biens communs, faisons-le ensemble.

Ce texte, modeste, incomplet, insuffisant, n'a pas la prétention, quoi qu'en dise sa forme, à devenir les nouvelles tables de la loi. Il a été écrit pour prendre date, pour ne pas laisser perdre les leçons à tirer de cette épreuve.

Continuons à penser, continuons à inventer, continuons à rêver, continuons à imaginer, continuons à agir. Re commençons à vivre. Libres.

Table des matières

Introduction.....	5
1 - La santé tu soigneras.....	9
2 - Le travail tu respecteras.....	13
3 - Les outils de production tu bichonneras.....	17
4 - Le service public tu renforceras.....	21
5 - Aux inégalités sociales tu t'attaqueras.....	25
6 - La personne humaine à tout âge tu respecteras.....	29
7 - La culture, le sport et l'éducation tu désireras.....	33
8 - La liberté tu chériras.....	37
9 - La croissance capitaliste tu mettras en cause.....	41
10 - L'humain sur sa planète nous prendrons pour boussole.....	45

DU MÊME AUTEUR

Ma parole contre la leur

Recueil de discours, Éditions Arcane 17, 2019.

S'il faut partir...

Roman, JM Desbois Éditions, 2018.

Plaidoyer pour les aidants

Essai, Éditions de l'Atelier, 2018.

Un printemps pour la République

Essai, Éditions de l'Atelier-Les éditions des Fédérés, 2016.

En l'absence de monsieur J.

Roman, Éditions de l'Atelier, 2015.

La laïcité n'est pas ce que vous croyez

Essai, Éditions de l'Atelier, 2013.

Michel Vaxès, portrait d'un citoyen en député du peuple

Récit, Éditions Arcane 17, 2011.

Le vol d'épistoles

Nouvelles et chansons co-écrites avec Christian Vaquette,
Éditions Arcane 17, 2010.

Quelque chose dans le ventre

Roman, Éditions Arcane 17, 2009.

ISBN : 978-2-918721-92-5

Achévé d'imprimé sur les presses
de CCI Marseille en juin 2020 - Dépôt légal : juin 2020

Contact : info.arcane17@orange.fr

Le catalogue est disponible sur www.editions-arcane17.net

Les éditions *Arcane* 17

LES 10 COMMENCEMENTS DU JOUR D'APRÈS

PIERRE DHARRÉVILLE

Le coronavirus a passé notre société au révélateur.

Pour prendre la mesure de l'épidémie entrée par effraction dans nos vies, l'état d'urgence sanitaire fut déclaré, le pays confiné, l'activité ralentie. Il a fallu revoir l'ordre des priorités, se recentrer sur les choses essentielles, prendre soin ensemble. Alors, dans ce temps suspendu, ont ressurgi des questionnements et des aspirations enfouis.

Cette épreuve nous aura-t-elle ouvert les yeux sur l'état de notre société et de notre humanité ? Aura-t-elle réveillé cette quête de sens ensevelie sous les tracas du quotidien, sous l'urgence de notre course effrénée, sous le poids de l'injonction libérale ?

Si l'on se laissait faire, les leçons de la période pourraient être rapidement oubliées et les jours d'après ressembler furieusement aux jours d'avant.

Pierre Dharréville, député, membre de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, a scruté au quotidien le cours des choses. Il nous propose dix enseignements à approfondir pour construire l'avenir. Dix points cardinaux d'une boussole pour réorienter les choix politiques vers l'essentiel : l'humain et la planète d'abord.

Les éditions *Arcane* 17

www.editions-arcane17.net

ISBN : 978-2-918721-92-5

2 euros



9 782918 721925